



A Paris, le 20 octobre 2023

COMMUNIQUE

Plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel traversent des crises politiques profondes. Les répercussions de ces crises affectent la relation diplomatique de la France avec chacun de ces pays.

Engagées dans des relations de coopération avec les collectivités et autorités locales africaines depuis près de 50 ans, les collectivités territoriales assistent à la dégradation de cette relation qui n'est pas sans conséquence pour leurs engagements internationaux. **Cette zone d'Afrique constitue un bassin de partenariat historique pour la coopération décentralisée et reste à ce jour le principal espace d'engagement des collectivités françaises en dehors de l'Union européenne.** Ce sont plusieurs centaines de coopérations actives entre la France et le Mali, le Burkina Faso et le Niger qui par la densité et la vitalité des projets constituent une des expressions les plus vivantes, inclusives et appréciées par toutes les parties, de la relation bilatérale avec chacun de ces pays. Les projets portés par les collectivités, en alliance et en intelligence ici avec les ressortissants et les diasporas, là-bas avec les acteurs du territoire partenaire, s'inscrivent dans une logique de renforcement de services essentiels aux populations et à l'accompagnement des valeurs que nous portons.

Ces projets trouvent un prolongement en France par des actions de communication, d'éducation au développement et à l'altérité, permettant de promouvoir des enjeux d'ouverture culturelle et de sensibilisation aux enjeux mondiaux.

Ces relations participent au renforcement de liens humains qui dépassent les accords de coopération décentralisée, créant des coopérations d'acteurs à acteurs, de territoires à territoires durables et emprunts de valeur de paix et de solidarité.

Ainsi, dans sa globalité, l'action internationale des collectivités territoriales françaises incarne l'Objectif de développement durable n°17 de l'Agenda 2030, qui engage l'ensemble des acteurs à nouer des partenariats comme condition essentielle.

Dans ce contexte, représentées au sein de Cités Unies France par la présidente du groupe-pays Mali, les présidents des groupes-pays Burkina Faso et Niger, soutenues par le Bureau exécutif de l'association, les collectivités territoriales :

- **Se disent affligées de la dégradation de la relation entre ces pays et la France.** La teneur des relations patiemment construites au fil des ans se trouve mise à mal par cette nouvelle configuration géopolitique qu'elles subissent.
- Prennent acte de la décision de la France de suspendre l'aide publique au développement (APD) en direction de ces pays, en déplorant les conséquences de cette décision pour les populations, bénéficiaires et pour l'avenir de la relation entre la France et chacun de ces pays.
- Demandent à l'État français de préciser sa position et les modalités de mise en œuvre, de manière à mieux situer les risques et les conséquences engendrées par l'arrêt de cet engagement, vu qu'elles sont liées par des conventions dans le cadre de leurs projets, souvent soutenus par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).
- Invitent le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères à envisager, en s'appuyant sur l'ensemble des acteurs français de l'action internationale, toute solution leur permettant de maintenir un dialogue indispensable dans le contexte de distance diplomatique entre la France et ces 3 pays.

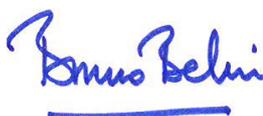
Par ses représentants, l'ensemble du réseau de Cités Unies France réaffirme son souhait d'être acteur de paix et de dialogue, en considérant l'échelon territorial comme pertinent pour porter ses valeurs, aux côtés de l'action diplomatique de l'État.

Signataires :

François Rebsamen, maire de Dijon, président de Dijon Métropole, président de Cités Unies France



Bruno Belin, conseiller départemental de la Vienne, président du groupe-pays Burkina-Faso



Halima Menhoudj, adjointe au maire Montreuil, présidente du groupe-pays Mali



Stéphane Valli, président de la communauté de communes de Faucigny Glières, président du groupe-pays Niger



Benoît Pilet, adjoint au maire d'Angers, président de la dynamique Sahel



Contacts :

Virginie Rouquette, directrice générale, v.rouquette@cites-unies-france.org

Constance Koukoui, cheffe de service Animation géographique et thématique - suivi Afrique, Genre et Climat, c.koukoui@cites-unies-france.org